SYNDICAT NATIONAL DES FINANCES PUBLIQUES

Section du Val d'Oise

Monsieur le Président,

Vous nous présentez le volet emploi du PLF 2017 avec 1630 suppressions nettes. Nous vous le disons au niveau local comme FO DGFiP l'a déjà dit en CTR : Ce sont bien 1815 emplois qui disparaissent. Il ne serait être question pour nous de combler ces suppressions par un recrutement de 199 apprentis et autres transferts d'emplois.

Dans notre département, ce sont 20 suppressions qui s'ajoutent aux 118 des quatre dernières années. Elles viendront fragiliser les postes et services en justifiant, hélas, de nouvelles restructurations dans un avenir proche. Les concernant, nous assistons à une confusion totale entre efficacité et frénésie comme si vous aviez peur d'arriver en retard, tel le lapin blanc de Lewis Carrol, au rendez vous du démantèlement du réseau.

Le public qui vient nous voir a besoin d'un service public de qualité. Un service public de qualité comprend un accueil de qualité, un accueil de qualité veut dire plus d'agents dans les accueils, plus d'agents pour répondre rapidement et efficacement aux questions complexes ou non.
Nos partenaires des collectivités, qu'ils soient élus, administratifs ou régisseurs, voient s'éloigner leur comptable public au profit d'une seule relation dématérialisée.

Mais le tout numérique appliqué au service public ne peut se décrêter. Notre public n'est pas comme la clientèle d'une grande compagnie aérienne où l'on réserve son vol, s'enregistre, génère sa carte d'embarquement et dépose ses bagages de manière autonome et dématérialisée.

On ne doit pas délaisser un public en difficulté ou en situation de précarité qui n'a pas accès aux nouvelles technologies. C'est pourquoi il ne faut pas sous dimensionner les accueils, abandonner des territoires, supprimer le numéraire... Il en résulterait, quand ce n'est pas déjà le cas, une inégalité d'accès aux services entre les usagers qui ont les moyens et les autres. On évitera un service public low cost qu'en créant des emplois de fonctionnaires.

Enfin, pour **F.O.- DGFIP,** s'il suffisait de regrouper les services et de réduire le niveau de la dépense pour être efficace, notre administration aurait atteint des sommets.

Les suppressions d'emplois liées aux restructurations permanentes aggravent les conditions de travail des agents et génèrent de plus en plus de souffrance au travail comme l'attestent depuis des années les rapports annuels des acteurs de prévention et les résultats de l'observatoire interne.

Souffrance des agents d'accueil, stress des équipes travaillant à flux tendu où la moindre absence est de plus en plus difficilement supportée amènent lassitude, démotivation et « ras le bol » des collègues.

La situation pré-électorale amène les candidats de tous les partis politiques aux pires surenchères en terme de propositions concernant le devenir de la Fonction Publique.

Tout y passe : abandon des missions régaliennes , réforme du statut général, suppression des statuts particuliers, surenchère sur les suppressions d'emplois. Le prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu en est l'exemple type !

Les français sont attachés à un service public de proximité et cette demande est à présent relayée par de nombreux parlementaires.

En conséquence, les représentants FO DGFiP 95 voteront contre les suppressions d'emplois.

Cergy le 5 janvier 2017

Patrick BOUARD – Véronique REDARCE – Christian SZALENIEC

Marie – Anne LE BAIL – Shendy HEBERT – Valérie HUSSON